



AGROBIOSCIENCES

CHRONIQUES INRA 2020

26 OCTOBRE 2001

MONTPELLIER, OÙ EST L'INRA ?

rédigé par Jean-Claude Flamant

Edité par la Mission Agrobiosciences. La Mission Agrobiosciences est financée dans le cadre du contrat de plan Etat-Région par le Conseil Régional Midi-Pyrénées et le Ministère de l'Agriculture, de la Pêche, de l'Alimentation et des Affaires rurales.

Renseignements: 05 62 88 14 50 (Mission Agrobiosciences)

Retrouvez nos autres publications sur notre site : <http://www.agrobiosciences.org>



La démarche de prospective « INRA 2020 »

Entre septembre 2001 et avril 2003, Bertrand Hervieu, Président de l'INRA a conduit une série de débats dans les régions afin d'identifier les grandes questions qui entourent l'avenir de la recherche agronomique, débats auxquels ont participé une grande diversité de partenaires de l'INRA ainsi que le personnel de l'Institut.

Les « Chroniques » rédigées à cette occasion par Jean-Claude Flamant (Mission Agrobiosciences), sous sa responsabilité, plantent le décor, l'ambiance et l'état d'esprit de ces débats, en restituent la substance et formulent les premières analyses prospectives. On y sonde les liens entre les orientations de l'Institut et les enjeux majeurs de l'agriculture, de l'alimentation et de l'environnement. On y discute de la place des Régions à l'échelle de l'Europe en partenariat avec les grands organismes de recherche et les Universités. On y entend les préoccupations des chercheurs, les jeunes comme les seniors, sur la démarche, les difficultés et les passions du métier de chercheur.

Alors que le futur de la recherche scientifique - son financement, son organisation, ses orientations – est actuellement discuté à l'échelle nationale, ces « Chroniques » témoignent d'une attitude soucieuse d'éclairer ce que pourrait être à l'horizon de vingt ans la fonction de la recherche scientifique dans la société et sa place dans les territoires.

Le Rapport de prospective publié par l'INRA (« *INRA 2020 – Alimentation, Agriculture, Environnement : une prospective pour la recherche* »). comprend trois Parties.

- la Première Partie (« *Au risque du débat : paroles d'acteurs* ») met en scène dans un débat en Cinq Actes les matériaux des « Chroniques » ainsi que le contenu de dix rencontres internes mobilisant le personnel de l'INRA
- la Deuxième Partie (« *Des Scénarios pour l'INRA à l'horizon 2020* ») a été réalisée dans le cadre d'un groupe de travail sous la direction d'Hugues de Jouvenel (Futuribles International). Les éléments ayant servi à l'élaboration de ces Scénarios a fait l'objet d'une publication spécifique dans la Série « Travaux et Recherches en Prospective », coéditée par l'INRA et Futuribles International (n°19, janvier 2004), 259 pages, 20€ Commande sur www.futuribles.com
- dans la Troisième Partie (« *Enseignements, convictions et ambition : de la prospective à la stratégie* »), Bertrand Hervieu formule les enseignements à tirer de ces éclairages sur les futurs possibles et en déduit « un projet et une ambition pour la recherche agronomique publique ».

Les trois Parties du Rapport sont téléchargeables sur le site Web de l'INRA : voir www.inra.fr actualités)

Liste des Chroniques des débats « INRA 2020 »

Angers : « *Des voix pour une agriculture durable* » (7 septembre 2001)
Antibes : « *Les roses et leurs épines* » (11 octobre 2002)
Bordeaux : « *Les grands chantiers* » (22 novembre 2002)
Clermont-Ferrand - Theix : « *Le futur prend la parole* » (8 mars 2002)
Corte et San Giuliano : « *Les couleurs vives de la Corse* » (18 février 2003)
Dijon : « *A la recherche du Centre perdu* » (27 septembre 2002)
Lille Mons : « *Y-a-t-il encore un INRA au bout du champ ?* » (13 décembre 2002)
Lyon : « *Les ombres et les lumières de Rhône-Alpes* » (12 septembre 2002)
Montpellier : « *Où est l'INRA ?* » (26 octobre 2001)
Nancy : « *A la recherche du futur dans la forêt lorraine* » (29 mars 2002)
Nantes : « *Le doute des bio polymères* » (13 mars 2002)
Orléans : « *Ville tranquille, recherche rassurante* » (12 octobre 2001)
Paris : « *En appui à tous les Inras de demain !* » (16 janvier 2003)
Rennes : « *Les 24 heures de Rennes* » (12 mars 2003)
Toulouse : « *Voir en rose les futurs de l'INRA* » (14 novembre 2003)
Tours Nouzilly : « *En écoute de la société* » (14 mai 2003)
Versailles : « *Dans le potager du Roi* » (6 décembre 2002)

Montpellier

« Où est l'INRA ? »

26 octobre 2001

Angoisses chaudes et esprits toniques

Cet automne se fait été à Montpellier. Hier Bertrand Hervieu a été gâté par ces conditions climatiques exceptionnelles pour visiter le domaine expérimental de la Fage sur le Causse du Larzac. Mais aujourd'hui, changement de cadre. Finis les grands espaces, le pastoralisme, le lait de brebis et le fromage de Roquefort... Ici, nous sommes en ville, entourés d'immeubles ! « La Gaillarde » était un domaine viticole de 30 hectares en périphérie de la ville du XIXème siècle. Un site choisi pour y construire en 1872 ce qui est aujourd'hui l'Ecole Nationale Supérieure Agronomique. L'INRA à Montpellier est inséparable des activités et des transformations de « l'Agro ». Depuis plus de 5 décennies maintenant, les deux institutions se confortent dans leur développement, tout en gérant les différences d'appréciation et de style de leurs responsables respectifs : le Directeur de l'Ecole et le représentant de la Direction Générale de l'INRA (aujourd'hui le Président du Centre). Une histoire commune qu'illustrent les « *Chroniques du Centre de Recherches de Montpellier* » restituées à l'occasion du Cinquantenaire de l'INRA en 1996. On ne peut situer Montpellier dans le dispositif national de l'enseignement supérieur et de la recherche agronomiques sans évoquer « Agropolis », créé par Louis Malassis en 1986, sur la base du couple ENSAM-INRA mais taillant plus large que lui, avec l'Institut Agronomique Méditerranéen (IAMM), les Universités, les Départements du CIRAD, les laboratoires de l'ORSTOM... assemblage souple mais suffisamment fort pour avoir l'ambition légitime d'une notoriété qui se mesure à l'échelle mondiale. Le « binôme » directorial est en phase de renouvellement. Daniel Boulet devrait passer la main de la présidence du Centre en 2002. Etienne Landais vient de s'installer dans ses nouveaux habits de directeur de l'Ecole, succédant à Paul Raynaud. Gérard Matheron vient de prendre la Présidence d'Agropolis. Etienne Landais et Gérard Matheron, tous deux avec un passé « toulousain » et des compétences généticiennes animales. Voilà le trio de base réunit pour recevoir Bertrand Hervieu.

Depuis le début des années 80, l'INRA a été actif en matière immobilière. Le campus de « La Gaillarde » s'est densifié, ce qui a permis aux Unités de recherches de disposer de moyens performants à la hauteur de leurs ambitions. Et, tandis que l'expansion urbaine poursuivait son encerclement, l'INRA poursuivait sa croissance par une politique d'investissements extra-muros. Du même coup les bâtiments spécifiques à l'Ecole prenaient un sérieux coup de vieux, même si certains d'entre eux étaient rénovés de l'intérieur... Paul Raynaud réussit à engager les collectivités partenaires dans un programme immobilier de grande envergure, il y a cinq ans. La physionomie de l'ensemble INRA-Ecole me paraît totalement chamboulée par rapport à de que j'en avais connu depuis 1970, à l'occasion de collaborations répétées avec les collègues enseignants-chercheurs en productions animales, économie, viticulture-œnologie ou systèmes agraires : un bâtiment administratif où les deux directions se côtoient – ce qui est une chose excellente pour la bonne concertation-, et surtout un véritable « Centre de Congrès » qui impose sa masse et qui domine les vestiges de l'ancienne vigne maintenue ici à titre de symbole des racines de l'Ecole, malgré la pression immobilière. Les vieux bâtiments de l'Ecole, qui correspondent aux anciennes « Chaires », sont comme relégués dans les arrière-

cours... Et le très vénérable cyprès qui officie au milieu de la grande pelouse face au château, a lui-même perdu une de ses superbes branches maîtresses lors de la dernière tempête. Une banderole de chantier oblige à se tenir au large d'autres chutes possibles –le principe de précaution... L'allure générale de cet espace en a pris aussi un coup. Etienne Landais a cependant choisi d'habiter avec sa famille dans la magnifique « maison du directeur », derrière le cyprès. Notre réunion va se tenir, elle, dans une salle de réunion du château.

Nous sommes une quarantaine, dont une vingtaine d'invités et une dizaine de directeurs d'Unités de recherche. Un café d'accueil de dix heures permet de donner un signal de convivialité. Une salle de tonalité ocre jaune clair avec des rideaux vert pastel, des tables de bois clair, disposées en carré. La place de chacun a été soigneusement affectée dans cette disposition géométrique, désignée par un chevalet avec nom, prénom et qualité. Sur l'un des côtés du carré, d'abord les officiels représentant l'Etat en région (SGAR, DRAF, DRRT, DIREN), puis les organisations syndicales et les associations (consommateurs, environnement). Sur l'autre côté du carré en face, les autorités régionales politiques et professionnelles (Conseil Régional, Chambre Régionale d'Agriculture, Coopératives agricoles, Industries agro-alimentaires) ainsi que le député Européen (Yves Pietrasanta, rapporteur pour le 6^{ème} PCRD) et le Président d'Agropolis, Gérard Matheron. Un troisième côté réunit des « auditeurs », en l'occurrence des directeurs d'Unités de recherche de l'INRA. Le carré est fermé par le côté de la direction générale de l'INRA, du Centre et de l'Ecole. Voilà pour la mise en scène...

Tandis que Daniel Boulet prononce les paroles d'accueil et présente la nature particulière de cette réunion « INRA-Partenaires », je ne peux m'empêcher de penser que l'ampleur des activités du Centre de Montpellier, le poids de l'ensemble réuni au sein d'Agropolis... tout ceci constitue la toile de fond de notre débat : on va discuter et débattre des attentes vis-à-vis de la recherche agronomique d'aujourd'hui et de demain avec la conviction d'être « pro », le sentiment d'être efficace.

Quelques notes « impressionnistes » des débats qui se sont déroulés ensuite durant trois heures... Tout d'abord, j'entends que l'on se dit « des choses » avec beaucoup de courtoisie et d'amabilité. Je relève notamment que Daniel Boulet pratique le tutoiement avec beaucoup des interlocuteurs. Mais cela n'empêche pas que les critiques soient directes, et même exprimées sans complaisance. Car ici, à Montpellier, il y a probablement des comptes à régler, des malentendus à expliciter. Certains des invités ont des messages à faire passer... Et puisqu'une tribune leur est offerte et que des officiels sont présents, avec une audience « first class » (Préfecture, Conseil Régional, Parlement Européen...), il ne faut pas s'en priver. On s'adresse à la fois à l'INRA et aux partenaires, sans concession, mais aussi sans agressivité. Et d'ailleurs, cette liberté de parole tonique va se prolonger autour d'un repas où chacun va se retrouver sans protocole, et où de nouveaux messages vont être échangés, autour de commentaires sur les mérites du Corbières produit à Pech Rouge... Il faut souligner cette qualité... Le Président de Centre, qui à l'évidence connaît bien « son monde », dispose certainement là d'atouts pour poursuivre le travail de dialogue dans les ateliers qu'il va organiser en s'appuyant sur cette réunion. Ainsi cette première rencontre pourrait constituer le lancement d'échanges plus diversifiés, l'initialisation d'un système d'écoute.

Le climat de Montpellier est « chaud », mais on y apprécie la saveur de l'air ! Tout ceci permet d'écouter avec une relative sérénité des inquiétudes, voire de véritables angoisses, exprimées par nos partenaires. Saurons-nous et pouvons-nous y répondre ?

Le débat

(1). Les domaines de compétences de la recherche

Pas les OGM !

Ce débat sur le futur est d'abord fortement marqué par l'actualité. Il ne faut pas s'en étonner. C'est quasiment un invariant de ce genre d'exercice, que l'on peut interpréter à la fois comme une difficulté pour tout un chacun à s'échapper des ornières du présent, et aussi du besoin de sécuriser le débat sur la base de références concrètes. Plus tard, si les échanges se poursuivent, des visions plus hardies, plus imaginatives, pourront peut-être se faire jour. Pour le moment, chacun répète ce qu'il a construit dans sa propre enceinte institutionnelle. C'est ainsi... Et d'ailleurs Bertrand Hervieu a souligné que l'INRA n'échappait pas à ce travers. Car, alors que la recherche est par essence tournée vers l'avenir, ses orientations pour le futur ne devraient pas être choisies sans débat avec la société. Or, « *le divorce entre science et société est un risque majeur : ce qui est à craindre, c'est que les chercheurs ne parlent qu'à eux-mêmes. Le partenariat est une condition sine qua non. Il nous faut rechercher et réunir les conditions du dialogue et de la fluidité...* ».

Ce sont les représentants de la Confédération Paysanne qui tirent les premiers... sur les OGM et sur la génomique. Incontestablement, c'est par rapport à leurs premiers propos que les autres interventions ont tendance ensuite à s'organiser. Michel Curade, porte-parole de la Confédération Paysanne, a bien préparé sa prise de parole. Il met en rapport les « *actions* » des différents acteurs : « *Les actions dures* », conduites par leur mouvement sont justifiées affirme-t-il, puisque « *les actions fondamentales de recherche ne sont pas terminées* », et alors que « *les actions des industriels sont rapides* ». Et Frédéric Prat (Association Geysler) pour sa part va appuyer « *les actions positives de la Confédération Paysanne contre le CIRAD et contre Génoplante* », qui selon lui répondent à « *la puissance de frappe des groupes privés* ». Peut-être nos interlocuteurs répètent-ils ici leur discours en ayant en tête le futur nouveau procès de José Bové...¹

Quoiqu'il en soit, Michel Curade fait appel à l'INRA pour faire face aux conséquences désastreuses de l'usage croissant des pesticides. « *Que fait l'INRA concernant le gauchisme ?* ». Et on comprend ici qu'il est apiculteur... Pascal Frissant, viticulteur dans le Minervois et également membre de la Confédération Paysanne enchaîne avec les préoccupations actuelles de la filière viticole, où « *le volume de produits phytosanitaires utilisés est en croissance* »... Alors que « *la flavescence dorée devient un grave problème, il n'est pas question d'accepter que les réponses viennent de la génomique, et que l'on nous propose une solution OGM !* ».

¹ Lorsque vient son tour de parole, le SGAR, Jean-François Savy, manifeste son étonnement de telles prises de position qui justifient, dans une enceinte telle que celle de l'INRA, des actions illégales. En off, après la réunion, et tandis que les uns et les autres commentent ce qui s'est dit en se dirigeant à la table du déjeuner, Michel Curade rappelle que l'Etat lui-même ne respecte pas la légalité puisqu'il n'engage pas les poursuites demandées par la Confédération Paysanne contre les importateurs frauduleux de farines animales..

On n'en fait pas assez sur la flavescence dorée

Flavescence dorée ?... C'est le point sur lequel se cristallise le débat... Mais qui sait autour de la table ce qu'est la flavescence dorée ? Moi-même... En tout cas voici un sujet qui accroche ! Et sur lequel on s'accroche !

Car « *on n'en fait pas assez !* » affirme Olivier Rives, au nom des coopératives agricoles. Il renchérit à propos du programme DADP, « *une chance car ses contenus sont co-définis par la profession et la Région avec l'INRA* ». Mais selon lui, DADP présente « *des faiblesses de moyens sur la flavescence dorée alors qu'il faudrait des frappes chirurgicales* ». Et Daniel Boulet ne peut s'empêcher de manifester son étonnement : « *Les choix ont été faits de manière concertée entre l'INRA et ses partenaires en faveur de travaux sur l'enroulement chlorotique de l'abricotier (ECA), mais il n'y a pas eu de questions exprimées par la profession sur la flavescence dorée* ». Pierre Bourdin, pour la Chambre Régionale d'Agriculture insiste : il demande que la flavescence dorée bénéficie des moyens du programme DADP au titre « *des travaux ciblés* », comme l'ECA. Une clé de compréhension de cette affaire « flavescence dorée », qui trouve soudain aujourd'hui un espace pour son expression, est donnée par Frédérique Duclert-Gallix, qui représente le Conseil Régional, co-financier du programme DADP. Elle fait le constat des « *limites du programme DADP qui ne prend pas (ou qui prend peu) en compte les questions qui sont hors du champ de compétences du Centre de Montpellier. Or, en effet, la flavescence dorée n'est pas étudiée au niveau local* », alors que l'intérêt du Conseil Régional est de « *faire travailler la recherche sur des questions non prioritaires pour les labos* ». Se trouve là posées certaines ambiguïtés des financements régionaux de la recherche... Daniel Boulet souhaite des clarifications. Il voudrait être sûr que le Conseil Régional accepterait que les bénéficiaires de ses financements soient localisés hors région, voire hors France, en prenant le risque éventuel qu'ils bénéficient aussi à des « concurrents ». Je crois comprendre que la réponse est positive... Il faudra revenir sur ce point important... dans une autre enceinte.

Sous la flavescence dorée... la crise

Et si cette flavescence dorée, jusqu'à présent discrète dans les échanges entre partenaires, n'était que le symptôme du désarroi actuel de la profession agricole. Olivier Rives (coopératives agricoles) interroge : « *Comment prendre en compte une crise brutale durable ?* ». Et il conclut logiquement : « *Il faut retravailler le programme DADP* ».

Justement, les uns et les autres, une fois dépassées l'accroche « flavescence » et la mise en scène dramatique de la crise viticole, rappellent leurs options en matière de vigne et de vin. Tout d'abord la question de la qualité : « *Faire du vin de qualité... Pour des vins singuliers* » (Pascal Frissant). C'est aussi le mot d'ordre des coopératives : elles se retrouvent bien dans le thème « *Dynamique qualité* » du programme DADP (Olivier Rives) où l'on aborde aussi les questions d'organisation et de marché. Selon Pascal Frissant, il est indispensable de travailler sur la notion de terroir, et aussi sur la compréhension du rôle de certaines pratiques, et il énumère : « *le compostage, l'enracinement, les mycorhizes, le rôle des porte-greffes, la lutte contre les mauvaises herbes et aussi le rôle de celles-ci, le stress, etc.* » Pour faire court, il voudrait voir l'INRA « *travailler d'avantage sur l'aspect environnemental et naturel de la vigne* ». D'où son appel à l'INRA pour la permanence d'une « *approche traditionnelle de la viticulture* ». « *Des recherches agronomiques plus classiques* », c'est aussi la demande de Jean-Pierre Bourdin (Chambre Régionale d'Agriculture). qui se déduit selon lui des

recherches sur l'économie de la vigne. Le représentant du Conseil Général de l'Hérault (Christophe Fournier) en profite pour rappeler qu'il soutient les travaux de rénovation du Domaine viticole de Vassals.

Les orientations majeures où il faut s'investir

Cependant, des convergences explicites se manifestent entre les différents partenaires sur « *des orientations majeures où la recherche doit s'investir* », liées ou non au cas de la vigne et du vin. Elles sont énoncées par le DRAF (Vincent Frey) : (1) la sécurité des aliments, (2) l'agriculture durable, (3) l'environnement (l'eau et les phytosanitaires). En référence à ces affichages, les partenaires institutionnels de l'INRA formulent leurs souhaits.

Ainsi, pour le Conseil Régional, Cécile Arrighy rappelle l'option que faite la Région par la création d'un Institut Régional de la Sécurité Alimentaire, qui prend la forme d'un « réseau de partenariat », avec une insistance particulière sur les fruits et légumes, et où sont travaillés : la sécurité sanitaire, les signes de qualité, le goût, le régime « méditerranéen ». Mais puisque ce sont des « *thèmes peu représentés à l'INRA de Montpellier* » constate Frédérique Duclert-Gallix, ils sont pris en charge dans le cadre d'Agropolis. Car, en effet, complète Daniel Boulet, l'INRA n'a pas à Montpellier d'unités de recherches relevant du département « Nutrition, Alimentation, Santé Humaine ».

Mais comment avoir « *la certitude complète* » questionnent les représentants des organisations de consommateurs ? (François Trouvé, UFC ; Pierre Sheffer, CLCV). Il faudrait « *aller jusqu'au bout des recherches avant de diffuser* ». Si l'on avait conduit certaines recherches, « *on aurait évité de donner à manger de la viande aux vaches* ». (Ce sera la seule allusion à la crise de la vache folle au cours de cette rencontre, pourtant récurrente dans les débats impliquant les consommateurs, et même la seule mention de questions concernant l'élevage et les productions animales).

Les préoccupations majeures de la Chambre Régionale d'Agriculture (Jean-Pierre Bourdin), outre la flavescence dorée et la crise viticole, sont liées aux mesures agri-environnementales et aux CTE, avec la mise en place « *d'opérations pilotes pour lesquelles on a besoin du partenariat de l'INRA* ». Les « *pollutions diffuses liées à l'usage des phytosanitaires* » sont ciblées, ainsi que la « *gestion partenariale de l'eau* ». Et sur l'agriculture durable, il souhaite que la recherche apporte son appui à la profession agricole en matière d'agriculture raisonnée et d'agriculture biologique.

Christian Fournier quant à lui, rappelle que le Conseil Général de l'Hérault appuie ces démarches sur « l'agriculture durable et l'aménagement du territoire », avec des actions ciblées sur « *la valorisation et la promotion des ressources locales* », avec aussi un appui aux travaux d'agro-foresterie.

(2). Interpellations quant à l'attitude de la recherche par rapport à la société

Etre transparent, comment ?

Les orientations débattues ne posent aucun problème à Yves Piétrasanta, député européen « Vert », rapporteur au Parlement sur le 6^{ème} PCRD. Il appuie par exemple des orientations « *vers les systèmes extensifs plutôt que vers l'intensif, dans une perspective de développement durable* ». Mais il insiste fortement sur le besoin d'information et de compréhension de la part des citoyens sur ce que fait la recherche. L'INRA a évidemment à se positionner par rapport aux industriels, mais doit aussi identifier « *les citoyens comme un partenaire incontournable* », en portant des préoccupations telles que la sécurité des aliments, l'environnement, l'aménagement du territoire, les paysans. Et plus globalement, il formule un appel à l'INRA concernant les rapports entre agriculture et société... « *Il ne faut pas être autiste. Il faut monter des conférences... Expliquer... Respirer...* » Il faut savoir répondre à des soucis tels que : « *Le génome, qu'est-ce qu'ils nous font ?* » Car « *les gens posent des questions, parlent de plus en plus...* » Et à propos des manipulations génétiques, il faut à la fois « *bien expliquer et écouter* ». Et une dernière recommandation qui est aussi une allusion aux travaux sur les OGM : « *Ce que l'on fait, on doit le maîtriser* ».

Frédéric Prat, au nom de l'association « Geyser », est là pour sonder les plaies sensibles, pour mettre le projecteur sur des défauts manifestes à ses yeux du comportement de l'INRA. Ainsi, il n'est vraiment pas satisfait des réponses données à des questions telles que : « *quels outils pour développer les relations entre science et société ?* » « *quelles réponses est-on en droit d'attendre de la recherche ?* » Par exemple, le Ministère de la Recherche, avec le concours de l'INRA, a publié une brochure sur les OGM, qu'il qualifie de « *relever de la propagande, dans une logique de système d'assurance* ». Alors, poursuit-il : « *Quelles sont les publications qui justifient ces affirmations ? Nous l'avons demandé. Nous n'avons pas eu de réponse ! Nous n'avons pas obtenu la liste bibliographique que nous demandions.* » Quelques échanges rapides à la table de l'INRA... Car donner une réponse à ces questions n'est pas si simple qu'il y paraît. Quels interlocuteurs pour de telles questions ? Qui peut répondre à l'INRA et au nom de l'INRA ?... Et Frédéric Prat d'enfoncer le clou en critiquant le fait que « *le rapport du Comité d'Ethique de l'INRA est confidentiel...* ». Transparence où es-tu ?

Pour les organisations de consommateurs (UFC et CLCV), ce n'est pas clair non plus : « *Quelles informations pouvez-vous donner aux consommateurs citoyens ?* ». Et Gérard Matheron, Président d'Agropolis, appelle à la lucidité de la part de l'enseignement supérieur et de la recherche : « *Lorsque le consommateur nous interpelle, quels sont nos outils pour ce partenariat ?* ».

Mieux communiquer

Selon, Gérard Grassy, DRRT, « *la recherche ne communique pas suffisamment : la maladie la plus coûteuse pour la société, c'est la maladie de la vache folle, par défaut de communication* ».

Et le SGAR, Jean-François Savy, renchérit : « *En matière de Culture Scientifique et Technique, on n'est pas bon ! Ce que nous faisons est trop limité. Il faut s'expliquer mieux, sortir des domaines thématiques habituels, renouveler le propos* »... Quand bien même

Daniel Boulet en profite pour placer son projet de CCSTI de Pech Rouge... En vain : « *Il faut aller plus loin !* ». Parole de SGAR.

Avant de nous quitter, le député européen décerne cependant un brevet de bonne conduite à l'INRA : « *Quant à la communication et aux relations entre science et société, avec le Courrier de l'Environnement, avec vos connaissances sur les exploitations agricoles et votre travail de terrain, vous êtes bien placés... L'INRA est perçu positivement...* ».

(3). Quelles fonctions demande-t-on à la recherche de remplir ?

Accompagner les besoins de l'économie

L'orientation de la recherche agronomique ne peut pas être séparée des orientations de la politique agricole. Orientation de l'agriculture et orientation de la recherche agronomique ont partie liée, c'est une évidence. Cependant, s'ils critiquent les orientations de la politique agricole, nos interlocuteurs ne formulent pas une critique frontale de la recherche scientifique : ils l'interpellent... ils estiment en avoir besoin et c'est pourquoi ils sont venus en débattre. Leur insistance signifie que pour eux la recherche a un rôle majeur à jouer dans notre société... Mais quel rôle ?

D'abord venir en appui à son économie... insiste le DRAF, Vincent Frey, qui désire faire partager sa vue raisonnée sur des problèmes complexes : « *Quelles que soient les préoccupations qui s'expriment en matière d'environnement, d'agriculture durable, de sécurité des aliments, ne perdons pas de vue, qu'il y a des producteurs, qu'il faut se soucier des conditions de la valorisation économique des productions, et qu'il faut donc continuer à prêter attention aux performances de l'acte de production* ». Il appelle donc au maintien d'« *une conception du développement agricole, depuis la recherche et inversement, avec une approche systèmes acteurs* ». Il faut certes « *donner des réponses aux questions de respect de l'environnement, mais aussi à des questions sur les conditions dans lesquelles des filières organisées peuvent être viables* ». C'est aussi sur ce besoin de partenariat économique qu'Olivier Rives (coopératives agricoles) met l'accent : il appelle aux compétences de l'INRA pour faire face à « *une crise structurelle de la filière viticole* ».

« Jouer différemment... » Comment ? Avec qui ?

Comme en contre-point de cet appel à la réalité économique, Michel Curade avait rappelé dans son introduction l'opposition de son syndicat à la brevetabilité du vivant, notamment pour ses conséquences pour l'agriculture dans les PVD, mais surtout par ce qu'il révèle du poids des groupes industriels mondiaux. Et Pascal Frissant (viticulteur, Confédération Paysanne) répète que pour lui il y a « *une idéologie à l'origine des orientations génomiques de l'INRA* ». Et Frédéric Prat (Geysier) leur emboîte le pas en renforçant le propos : « *La course à la brevetabilité du vivant ne sera pas gagnée par la recherche publique... Il faut donc que la recherche publique joue différemment. Les brevets sur le vivant, c'est un retour en arrière de la part des Centres internationaux de recherche et de la FAO* ».

Ce qui est en cause, pour ces interlocuteurs, c'est que l'INRA a privilégié la carte du partenariat industriel. Et les consommateurs vont dans la même ligne : « *L'indépendance de l'INRA par rapport aux professionnels et aux multinationales* », c'est également « *un souci* » : « *Avez-vous de l'argent suffisant sans avoir des comptes à leur rendre ?* ». Alors que « *chaque fois que le lien est fait avec les agriculteurs, le débat est riche* » témoigne Pascal Frissant. Son intervention m'apparaît calme et raisonnée, et se veut comme un appel à une recherche qui serait plus intelligente, qui ne sacrifierait pas au mythe de la technologie industrielle...

Comprendre

Alors, « jouer différemment » c'est jouer comment ? et avec quels partenaires ? Pour ceux de nos partenaires qui s'expriment le plus au cours de cette rencontre, cela signifierait que l'INRA doit se ressaisir, revenir à ses fondamentaux : « *être aux côtés des agriculteurs* ». Mais pour Michel Curade (Conf.) ce ne peut plus être dans une optique de plus grande productivité : « *La notion de performance productiviste cède le pas à d'autres préoccupations* ». Et il explique la nature de son attente de la recherche : « *Comprendre... Comprendre les marchés, la sociologie... aujourd'hui* ». Michel Curade affirme aussi : « *Nous attendons de la recherche qu'elle nous donne une compréhension du monde* ». Pour Michel Curade et Pascal Frissant, la recherche doit se préoccuper du désarroi des agriculteurs, de leurs inquiétudes profondes : « *Donner une réponse aux angoisses, aux préoccupations des individus* ». « *Les paysans veulent être avec l'ensemble de la société* » Et pourtant, énonce-t-il : « *des blocages et des explosions* », « *un décalage avec le reste de la société* », « *moins de 4 habitants par kilomètre carré dans les Hautes Corbières* ». Ceci signifie pour eux que la recherche doit « *renforcer le pôle de maintien des paysans* ». Or, aujourd'hui, « *On ne sait plus où est l'INRA et qui est l'INRA !* » regrette Pascal Frissant (viticulteur, Confédération Paysanne). Il s'agit de rassurer, presque de réaliser une fonction d'assurance psychosociologique. Nos interlocuteurs veulent être sûrs que les chercheurs sont préoccupés par les conséquences des mouvements socio-économiques actuels sur le développement local, sur le territoire, « *sur la vie tout court* ». Selon eux cela doit se traduire pour la recherche par le maintien d'« *un travail plus traditionnel* », et le rejet d'une seule orientation, la génomique. Pour Gérard Grassy (DRRT), « *il est important que la France ait une recherche forte, qui soit comme un juge d'instruction qui instruit les grands problèmes de la société* ». Dans la même ligne, Jean-François Savy, SGAR, renvoie aux termes du Programme de 4 ans de l'INRA : « *Comprendre les acteurs économiques et sociaux* » et appelle à « *une meilleure lisibilité des outils de terrain concernant l'agriculture* ».

Sécuriser

Et là s'exprime aussi au cours de ce débat le besoin de sécurité dans la société. Pour Michel Curade, Confédération Paysanne, à propos par exemple de l'usage des molécules pesticides : « *On ne peut pas laisser faire la recherche privée. Il faut que la recherche publique soit un vrai gendarme* ». Et Frédéric Prat (Geyser) reprend cette demande à son compte : « *Nous avons besoin du rôle de gendarme de l'INRA* ». Et il explique pourquoi : « *Le maïs Starlink envahit la planète... Comment se prémunir ? Réponse : la France ne fait rien ! Si ce n'est pas l'INRA, qui le fera ?* ». Michel Curade ne rejette pas le principe de recherches en génomique : il répète la position de son organisation syndicale « *pour une recherche fondamentale maintenue en milieu confiné* » et « *contre des travaux en milieu ouvert* ». Sécurité oblige...

(4). Comment la recherche s'organise-t-elle et avec qui ?

Le dernier chapitre dans lequel les interventions peuvent être reclassées concerne « l'ingénierie de la recherche », c'est-à-dire les mécanismes internes qui sont mis en œuvre afin que les organismes de recherche répondent de manière opérationnelle aux missions qui sont les leurs. Nos partenaires sur ce sujet ne sont pas aussi tendus ou exigeants que précédemment. Inventaire des propos...

La question des femmes dans les métiers de la recherche

Gérard Grassy (DRRT) exprime sa conviction que « *la recherche a besoin de mixité pour sa modernité, pour sa vitalité* ». Cependant, il énonce un certain nombre de difficultés objectives à résoudre concernant la prise de responsabilité des femmes dans la recherche : ainsi « *le passage de CR2 en CR1 est retardé pour les femmes en maternité* ». « *Il n'y a pas de principe d'égalité absolue. Alors comment gérer ces difficultés ?* »... Le constat est fait sans esquisse de solution.

Former les futurs chercheurs

Où il est question, à Montpellier comme à Orléans, de la participation des chercheurs aux Ecoles doctorales, de la constitution d'UMR... avec la présence notable ici d'une structure spécifique, Agropolis. Un espace de rencontre, de dialogue, d'expression commune des différents organismes et établissements qui composent le potentiel d'enseignement supérieur et de recherche de Montpellier.

Dans son intervention introductive, Etienne Landais, nouvellement nommé à la direction de l'ENSAM, appelle à « *une meilleure lisibilité du Pôle de Montpellier à l'échelle de l'Europe et même de la France* », et se prononce pour la mise en œuvre du grand projet de Louis Malassis : « *créer une Faculté d'Agronomie* ». Projet auquel Jean-François Savy (SGAR) se déclare très favorable.

Ainsi, Nicole Pasteur (représentant Michel Averous, Président de l'Université de Montpellier II) souligne la diversité des formes du partenariat entre l'INRA et son Université. Pour André Charrier (responsable de l'Ecole Doctorale de Biologie intégrative) ce partenariat est particulièrement bien illustré par l'école doctorale dont il a la charge, avec les Universités de Montpellier I et Montpellier II et l'Université de Perpignan, à laquelle participent les UMR nouvellement constituées avec le CNRS, l'INRA, l'IRD, le CIRAD et l'ENSAM.

Cependant, le DRRT, Gérard Grassy, insiste sur « *le rôle des UMR dans la formation des compétences et le renouvellement culturel de la recherche* », et regrette que « *les liens des organismes avec les Universités soient encore faibles : l'objectif serait que 50% des unités de recherche soient constituées en UMR* ».

Régionaliser la recherche ?

L'opération DADP constitue une réponse aux préoccupations qui s'expriment localement. Et elle bénéficie d'une appréciation positive et d'un réel intérêt de la part des partenaires (profession et Conseil Régional) : ils ne parlent que de ça ! Mission remplie pour Daniel Boulet et Michel Sébillotte. Pourtant, la question est posée des modalités d'appel à des compétences non présentes en Languedoc-Roussillon pour répondre à des préoccupations majeures, telles que celles exprimées à propos de la vigne et de la sécurité des aliments.

« *Les organismes et les établissements fédérés dans Agropolis peuvent se reconnaître dans les axes définis par l'INRA* » affirme Gérard Matheron (Président d'Agropolis). Mais « *quelles peuvent être les déclinaisons régionales de ces priorités ?* ».

Et Jean-François Savy (SGAR) de s'interroger sur ce que signifie « *régionaliser la recherche, alors que la recherche est d'abord de dimension nationale et internationale* ». Alors que Gérard Grassy (DRRT), qui a développé précédemment un plaidoyer en faveur des Ecoles Doctorales, ouvre le champ encore plus largement sur la constitution d'Ecoles Doctorales Européennes.

On ira pas très loin cependant dans ces questions qui surgissent en fin de matinée, vers 12h45, alors que les papilles commencent à manifester quelques attentes !...

La recherche à l'échelle de l'Europe

La présence d'Yves Pietrasanta offre l'occasion de bénéficier d'un point d'actualité sur la recherche financée par l'Union Européenne. Le Parlement en est à l'adoption des ultimes amendements : le 12 novembre interviendra l'adoption du 6^{ème} PCRD en 1^{ère} lecture. Et il attire aussi notre attention sur l'enjeu que constitue le Centre Européen de Recherche à Ispra qui est réorienté vers les questions de l'environnement et de l'agriculture.

Cependant Claude Louis (Comité de Liaison des Associations d'Environnement, Languedoc-Roussillon) pose une question qui relève de ses préoccupations d'ancien chercheur de l'INRA : « *La recherche agronomique va-t-elle être dans le futur plus « anglo-saxonne » que « française » ? Quelle peut être l'incidence des normes européennes sur l'évolution de l'INRA ?* ». Et Yves Pietrasanta de reprendre au vol l'interpellation de Daniel Boulet sur les risques que court « *le dinosaure INRA* », peut-être appelé à disparaître « *après l'Armée Rouge* ». Mais ajoute-t-il, participant à cet exercice d'autodérision, il faudrait aussi s'interroger sur l'existence du « *dinosaure recherche européenne* ». Il n'en décrit pas moins la nature des rouages adoptés pour le futur PCRD. Ce qui attire les commentaires de Bertrand Hervieu sur « *les difficultés administratives et comptables* » auxquelles les organismes sont confrontés pour s'impliquer dans les programmes Européens. A tel point qu'il faut aussi apporter « *un appui aux équipes de recherche pour répondre aux appels d'offre, pour les rédiger* »...

Finalement, au-delà des mécanismes et des procédures, Yves Pietrasanta exprime 4 préoccupations pour la recherche scientifique en Europe :

- « *éviter la fuite des cerveaux et être attractif au niveau international* »
- « *le vieillissement des chercheurs vis-à-vis de l'âge moyen de la population* »

- « *plus de femmes dans les laboratoires* »
- « *s'ouvrir vers les PECO et aux questions méditerranéennes* »

Sur ces différents points, conclut-il à l'adresse de l'INRA : « *Vous êtes dans le coup !* » Et à propos des organismes de recherche français : « *Avec eux on peut parler !* ». Parole de député européen. Voilà qui est rassurant !

(4). Les premiers commentaires de Bertrand Hervieu

Le renouvellement des agents de l'INRA va être très important au cours des 10 prochaines années. Ce renouvellement doit se faire en référence à une stratégie raisonnée, élargie à l'échelle de l'espace européen de la recherche. Sans cette réflexion et sans cette vision stratégique, l'INRA va mettre en œuvre « *une reconduction à l'identique* », ce qui n'est pas acceptable. Mais « *le risque majeur, c'est le divorce entre science et société* ». « *Le partenariat est une condition sine qua non* ».

Les consommateurs et les associations d'environnement :

« *Un partenariat pas bien construit. Nous avons appris à parler avec le monde agricole, mais nous avons à progresser avec les associations d'environnement et les mouvements de consommateurs. Et ce n'est pas évident !* »

A propos des interpellations de Frédéric Prat (Association Geysler) : s'il n'obtient pas de réponses, c'est que ses questions touchent « *des secteurs de recherche mal identifiés* ». « *J'entends tout ça ! Cela concerne bien des objectifs à atteindre. Mais ce n'est pas qu'un problème de communication. Nous ne savons pas faire ! Des impatiences exprimées... Des insuffisances institutionnelles !* »

- **Une tension entre deux fonctions demandées à la recherche**

« *Etre complètement indépendant, critique, distant... et très partenaire, proche du conseil* »
 « *Etre le gendarme... et le lieu de la liberté. Or, s'il faut seulement fabriquer de la norme, ne parlons plus de culture scientifique !* »

« *Une tension qui nous est envoyée. Gérer cette tension ce n'est pas facile, mais c'est la mission d'un établissement public : participer au développement économique de la nation, mais faire avancer la connaissance, pour que la société comprenne mieux. Cette tension, il faut l'explicitier, la dire... Nous expliquer dessus* »

Cela a des conséquences sur les activités des chercheurs : « *selon que l'on est jeune chercheur, chercheur senior, ou expert* ». « *Le chercheur n'est pas forcément un constructeur de modèles. C'est un métier complexifié que le métier des chercheurs de demain.* »

- La culture scientifique

« Nous sommes insuffisants, même si nous avons monté un laboratoire d'extraction d'ADN pour le public de la Semaine Internationale de l'Agriculture. Nous avons un gros travail à faire. Mais comment cette fonction se place-t-elle dans le dispositif d'évaluation des chercheurs, par rapport à notre logique interne du métier de chercheur ? Ce n'est pas évident. Donc, il nous faut être sollicité là-dessus »

Amorce d'analyse prospective

Le débat a certes été déséquilibré, donnant une importance démesurée au cas de la filière viticole. C'est comme si la vigne « résiduelle » du domaine de La Gaillarde avait soudain envahi tout l'espace de la recherche à Montpellier et en Languedoc-Roussillon...

Néanmoins, l'analyse du débat permet de déterminer 4 grands ensembles de questions, dont l'identification va être utile pour les démarches entreprises dans les autres Centres :

- (1). **Les domaines de compétences** : « *produire la recherche* »
- (2). **Le partenariat organisé** : « *valoriser la recherche* »
- (3). **Les rapports recherche et société** : « *informer et débattre de la recherche* »
- (4). **La machinerie de la recherche** : « *organiser et gérer la recherche* »

Pour chacun de ces 4 grands ensembles de questions, les réponses s'inscrivent dans un climat d'incertitude aujourd'hui et pour le futur. On peut donc tenter de formuler des hypothèses « ouvertes » dont la portée est plus large que l'INRA à Montpellier et qui pourront être combinées avec les hypothèses qui surgissent des débats sur d'autres centres.

(1) Les domaines de compétences : « *produire la recherche* »

La focalisation du débat sur la viticulture a occulté les autres champs de recherche. Ou, en tout cas, le débat n'a pratiquement pas abordé d'autres thématiques, en dehors de mentions (sécurité des aliments, agriculture durable...). Ainsi la problématique des « nœuds de polarité » qui avait été discutée à Orléans n'a pas été abordée à Montpellier. On peut argumenter que le Centre INRA-ENSAM, constituant avec « Agropolis » l'un des pôles majeurs d'enseignement supérieur et de recherche en France, a une vocation généraliste, couvrant structurellement une large gamme de domaines. Donc, avec cette optique, Montpellier n'apparaît pas avoir une spécificité, et on ne peut évidemment réduire le Centre aux préoccupations de la filière viticole : on complétera plus tard, dans la suite de ce « tour des Centres », avec des notations plus thématiques. On retiendra du débat de Montpellier, les différentes approches d'une filière exemplaire, la filière viticole, où se mêlent des préoccupations de nature biologique, technique, environnementale, économique...

Trois hypothèses pour le futur des recherches sur la viticulture

1. Le tout génétique - La recherche scientifique explore de manière privilégiée les voies nouvelles liées à une meilleure maîtrise de la biologie cellulaire et de la transgénèse, afin d'augmenter la résistance à certaines maladies, de limiter l'usage des phytosanitaires, de créer de nouvelles stratégies en matière de maîtrise de la qualité. Les aspects « plus traditionnels » de la viticulture sont pris en charge par les organisations professionnelles et techniques.

2. La génétique hors du champ - L'option est prise que la filière viticole est fondamentalement une filière de produits de qualité, en petites quantités, avec une image « nature » forte, qui exclut structurellement tout procédé de transgénèse. Les recherches « génomiques » sont cependant poursuivies « par précaution » et en conditions confinées, avec des échéances lointaines de mise en œuvre. En conséquence, la recherche scientifique n'aborde les questions relatives à la viticulture que dans ses rapports avec la qualité des produits, et concentre ses efforts sur la maîtrise biochimique de l'œnologie, sur les procédés de transformations de la matière première, et sur la sécurité sanitaire des produits.

3. Une viticulture de terroir - La recherche scientifique poursuit son investissement traditionnel sur la filière viticole, compte-tenu de son poids économique et social pour certaines régions, et dans une perspective de compétition mondiale, avec une focalisation sur les aspects environnementaux, les sols, les terroirs... Les technologies de la production étant de plus en plus prises en charge par les organismes professionnels et techniques.

Deux hypothèses pour les recherches sur la sécurité sanitaire des aliments et santé

1. Montpellier incomplet - La « carte nationale » de l'INRA n'affiche pas de compétences dans ce domaine à Montpellier, où les autres organismes sont également peu présents par rapport à d'autres sites français. Les compétences d'autres centres sont mobilisées en tant que de besoin.

2. Un pôle « bénéfice santé » - Un nœud de polarité « Alimentation-Nutrition et Santé » s'organise à Montpellier, avec la préoccupation de faire valoir « *le bénéfice santé* » des aliments méditerranéens. Ce pôle se développe à partir d'un cœur de compétences en matière de production de vin, de fruits et de légumes d'une part, et dans les domaines de la nutrition et de la santé.

Trois hypothèses pour les recherches « agriculture durable et territoire »

1. « Durable » en interstitiel - Les différents programmes de recherche introduisent dans leurs finalités une préoccupation de développement durable, selon des spécificités et des modalités propres

2. « Durable » en position centrale - La préoccupation du développement territorial durable devient une priorité majeure, qui se traduit pas un renforcement concerté du programme DADP

3. L'économie en état d'urgence - Les préoccupations du développement durable sont fortement contrariées par des préoccupations de survie économique de court terme

(2) Les partenariats organisés (les acteurs) : « valoriser la recherche »

Le débat a mis en évidence les préoccupations divergentes selon les acteurs de la société qui s'expriment. Quel choix de posture la recherche fait-elle dans le futur ?

Quatre hypothèses de postures de la recherche

1. Priorité au partenariat économique - Implication dans l'économie de marché, privilégiant les fonctions d'amont au développement économique, sur des bases contractuelles avec des groupes ayant une forte capacité de recherche-développement
2. Service public pour l'agriculture paysanne - Position de service public au bénéfice des professions ayant une faible capacité de recherche et d'innovation
3. Fonction « gendarme » de la recherche publique - Priorité de la recherche publique aux activités de création de normes, de protection et de conservation, par rapport à des activités de recherches finalisées par l'efficacité économique des filières, considérées de plus en plus comme étant assimilables à des distorsions de concurrence à l'échelle mondiale
4. Comprendre et connaître - Repli de la recherche sur des fonctions de compréhension du monde, de production de connaissances, sans implication volontariste avec des opérateurs économiques, sans souci de valorisation

Le développement des activités de recherche à l'échelle régionale peut être conçu selon diverses modalités selon le poids donné aux finalités de développement économique.

Trois hypothèses sur les choix du Conseil Régional

1. Investissement régional sur des pôles régionaux mobilisant les compétences des unités INRA d'autres régions
2. Investissement régional sans l'INRA de Montpellier, avec les autres composantes d'Agropolis moins spécialisées
3. Création de nouvelles compétences par l'INRA à Montpellier, avec le concours de la Région, répondant à l'appel de celle-ci et avec des ambitions finalisées.

(3) Recherche et société : « informer, débattre »

On retient sous cette rubrique, d'une part la question de la culture scientifique et technique, d'autre part les liens de la recherche scientifique avec les mouvements de protestation et de mise en cause.

Trois hypothèses pour la culture scientifique et technique

1. Persistance d'une absence de transparence ; difficulté d'une information institutionnelle ajustée en réponse aux questions que se pose le public, les consommateurs, les associations militantes
2. Renforcement des actions d'information scientifique et technique ; reconnaissance de cette fonction dans les carrières des chercheurs
3. Emergence et organisation d'espaces de débats publics à l'échelle nationale comme à l'échelle locale, selon les nœuds de rencontre sociétaux, dans le cadre du développement d'une culture citoyenne de la science et de la technologie

Trois hypothèses dans les rapports de la recherche avec les protestations et oppositions

1. La rupture du dialogue - Des noyaux durs d'opposants irréductibles à des orientations de la recherche qu'ils récusent (transgénèse, animaux d'expérience), conduisant la recherche à mettre en œuvre des configurations de « bunker » pour assurer la sécurité des personnes et des biens

2. La légitimité démocratique - Des organisations syndicales et associatives « minoritaires » qui accèdent à la légitimité démocratique, économique et social. Elles obligent les organismes de recherche et les chercheurs à modifier leurs orientations et leurs méthodes

3. La force des signaux faibles - Une attitude volontariste de dialogue et d'écoute de la part des organismes de recherche et des chercheurs, vis-à-vis de groupes minoritaires, dont les thèses d'abord considérées comme non recevables portent des domaines de questionnement qui prennent finalement leur place dans les objectifs et les programmes scientifiques

(4) La machinerie de la recherche : « organiser, gérer »

Montpellier est un site privilégié pour envisager le futur de l'organisation de la recherche dans ses rapports avec l'enseignement supérieur. Mais la question de l'Europe est inséparable de ces réflexions.

Trois hypothèses pour le futur du système de recherche et d'enseignement supérieur

1. Priorités aux Ecoles doctorales - Organisées sur la base de disciplines académiques (Cf. « biologie intégrative »), agissent comme facteur d'entraînement et d'orientation de la recherche avec une implication moindre dans la maîtrise des processus techniques de production

2. Faculté d'Agronomie - Affirmation d'une culture académique finalisée, prenant à Montpellier la forme d'une « Faculté d'Agronomie », en tant que contribution française au système universitaire européen, impliquant les organismes de recherche par convention

3. Priorité au partenariat interprofessionnel - Maintien d'une logique pragmatique de coopération entre organismes de recherche et établissements d'enseignement supérieur, permanence de la logique française de segmentation entre les institutions au niveau national.

Trois hypothèses pour la place de la recherche agronomique en Europe

1. L'INRA fort et unique - L'INRA poursuit l'approfondissement de son organisation et de ses métiers dans le cadre national, avec une fonction européenne ambiguë, liée à son efficacité d'organisme et à son statut unique en Europe : à la fois, efficacité des performances des chercheurs et des équipes de recherche, et difficultés de partenariat avec des organismes de statut différent

2. La construction de Pôles inter organismes - La construction de l'espace européen de la recherche s'organise sur la base d'une logique de « Pôles » d'enseignement supérieur et de recherche, dont Agropolis est le modèle, au détriment de l'organisation nationale de l'INRA qui se concentre sur des fonctions d'agence et d'évaluation dans un cadre européen

3. L'INRA exemplaire - L'espace européen de la recherche se construit sous l'influence du modèle français, avec des établissements publics nationaux qui engagent leurs moyens au-delà des frontières administratives des Etats, sur des sites européens « communs » dont le centre d'Ispra est le prototype

Quatre hypothèses pour le futur du Pôle Montpellierain

1.L'exemplarité régionale

Les groupes de pression régionaux (Conseil Régional, organismes économiques, associations) sont suffisamment forts pour obliger l'INRA et ses partenaires au sein d'Agropolis à se recentrer sur des problématiques qui leur sont propres -agriculture durable, filière viticole, protection de l'environnement- alors que les partenaires, qui pourraient tirer le pôle montpellierain vers une ambition industrielle dans le cadre de ses stratégies internationales et méditerranéennes, restent faibles, et ceci d'autant plus que persiste le cloisonnement entre les organismes publics. Mais l'extension de la logique « DADP » révèle des potentialités de recherches performantes et utiles socialement sur des préoccupations qui deviennent des dominantes dans les pays développés de l'Union Européenne. Montpellier acquiert, par le modèle ainsi suivi, une notoriété européenne.

2.Le succès d'une ambition

Agropolis évolue vers la constitution d'une Université d'Agronomie, selon un nouveau standard européen associant les anciens organismes de recherche nationaux et les anciennes Ecoles et Universités. Par sa taille et par la diversité des compétences et des thématiques, Montpellier constitue un pôle majeur d'enseignement supérieur et de recherche à l'échelle de l'Europe et du Bassin Méditerranéen

3.Le volontarisme Européen

L'Espace Européen de la Recherche s'organise par la constitution de sites à caractéristiques multinationales parmi lesquels figure Montpellier, qui répond parfaitement aux conditions requises (moyens lourds, partenariat économique, capacité d'enseignement supérieur et de formation, investissements plurinationaux, engagement d'un ou plusieurs organismes nationaux, dont l'INRA) et qui propose des axes stratégiques majeurs

4.L'affaiblissement français

La nature des institutions françaises de recherche et d'enseignement supérieur constitue une faiblesse au niveau européen vis-à-vis d'un modèle plus anglo-saxon dans un contexte de dominante politique du libéralisme économique. Le « dinosaure français » finit par succomber faute de trouver une solution. Montpellier, bien représentatif de ces difficultés, en pâtit, quelle que soit l'ambition mise dans les projets collectifs d'Agropolis.